

LIBERALISATION DU COMMERCE ET REDUCTION DE LA PAUVRETE DANS L'ESPACE UEMOA

KONE Djakaridja

Economie, Université Peleforo Gon Coulibaly (UPGC), Korhogo, Côte d'Ivoire

Résumé : L'objectif de cet article est d'analyser l'impact de l'ouverture commerciale sur la pauvreté à partir d'un panel de huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine entre 1993 et 2021. L'approche méthodologique repose essentiellement sur l'analyse de données de panel. Il ressort de nos résultats que l'ouverture commerciale réduit dans une large mesure la pauvreté. Néanmoins, le canal de croissance véhiculé par la littérature théorique reste insignifiant dans la relation entre ouverture commerciale et pauvreté. Ce résultat s'explique en partie par le fait que les bénéfices de l'ouverture sont dispersés dans l'ensemble de l'économie et ne peuvent pas être expliqués par de simples améliorations de la croissance.

Mots-clés : ouverture commerciale ; pauvreté ; croissance économique ; données de panel; UEMOA.

Abstract: The objective of this article is to analyze the impact of trade opening on poverty from a panel of eight countries of the West African Economic and Monetary Union between 1993 and 2021. The methodological approach is based mainly on the analysis of panel data. Our results show that trade openness reduces poverty to a large extent. However, the growth channel conveyed by the theoretical literature remains insignificant in the relationship between trade openness and poverty. This result is partly explained by the fact that the benefits of openness are dispersed throughout the economy and cannot be explained by simple improvements in growth.

Keywords: trade openness, poverty, economic growth, panel data, UEMOA.



1. Introduction

Libéralisation du commerce ou l'ouverture commerciale est présentée depuis la fin de la seconde guerre mondiale, comme l'opportunité pour les pays en voie de développement d'une meilleure intégration au marché mondial. Cette évidence s'est consolidée au cours des travaux pionniers des économistes classiques sur les échanges internationaux, entre la fin du XVIIIe et le début du XIXe siècle. Elle se définit comme la baisse progressive des droits de douane et l'élimination des autres restrictions à la libre circulation des marchandises et des services (quotas, normes, décrets et arrêtés, subventions, licences d'importation...) Ekodo (2017). Elle semble être un instrument efficace de lutte contre la pauvreté. La pauvreté est un phénomène complexe et multidimensionnel, le terme recouvrant de nombreuses significations. Selon l'usage courant, elle caractérise la condition d'une personne qui ne dispose pas des ressources nécessaires à une vie décente. Quant à la Banque mondiale, elle privilégie une notion de pauvreté monétaire qui fait appel à celle de « seuil de pauvreté », même si elle reconnaît le caractère multidimensionnel du concept et ne nie pas l'intérêt que peut prendre l'analyse de cette dimension humaine. Subséquemment, le « seuil de pauvreté » indique le niveau de revenu en dessous duquel un ménage est considéré comme pauvre.

Le lien entre l'ouverture commerciale et la réduction de la pauvreté a fait l'objet d'une grande attention au cours des dernières décennies, depuis les travaux éclairés d'Adam Smith (1776) et David Ricardo (1817). Selon, les thèses libérales de ces auteurs, le commerce international, plus précisément le libre échange est la pierre angulaire du développement et de la réduction de la pauvreté.

Les doctrines du libre-échange se sont constituées à partir des théories de l'échange classique défendues plus tard par des économistes tels que Mill (1873), Rostow (1988), Brasscul (1989), Friedman (1962). Selon ces auteurs l'ouverture commerciale contribue à la diminution de la pauvreté dans les Pays en voie de développement. Ces théories libérales, plus tard vont être soutenues et relancées par les institutions de bretton woods tels que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Les programmes d'ajustement structurel en constituent un exemple (Bouabré et Kouassi, 1997). Ils soutiennent que l'ouverture commerciale assure l'accès aux technologies les plus avancées aux pays pauvres. Leur permettant ainsi d'accroître la capacité de leurs entreprises pour acquérir et consolider des positions sur les marchés d'exportation. C'est ainsi qu'à l'instar de la plupart des pays en développement, la libéralisation du commerce des pays membre de l'UEMOA a commencé depuis la mise en œuvre du Programme d'ajustement structurel (PAS) au début des années

1980. Durant cette période, les pays ont mis en œuvre un vaste programme de réformes économiques basé pour l'essentiel sur la libéralisation unilatérale des secteurs clés (Gbetnkom et Avom, 2005). Néanmoins, vers la fin des années 1990, ces politiques d'ouverture commerciale ont été contestées en raison de leurs impacts sociaux négatifs dans la plupart des pays de l'UEMOA. Et depuis lors les travaux sur le lien entre ouverture commerciale et réduction de la pauvreté font l'objet de débats. Certains auteurs soutiennent que l'ouverture commerciale contribue à réduire la pauvreté des pays en développement. Les défenseurs de cette thèse pensent que l'ouverture commerciale exerce une influence positive sur le revenu des pauvres de différentes manières: par ses effets sur la croissance économique, les prix relatifs, la stabilité macroéconomique et les recettes publiques. McCulloch et Winters, 2001, Winters, 2002, Dollar et Kraay, 2020 et Winters et al, 2004). Pour eux, l'ouverture est bonne si les bonnes politiques complémentaires y sont associées. Ils soutiennent que le commerce peut profiter aux pauvres en stimulant la croissance économique à travers un certain nombre de mécanismes tels qu'une meilleure allocation des ressources, l'élargissement du marché qui offre aux entreprises les plus productives une plus grande incitation à innover, augmentant la productivité, l'accès aux nouvelles technologies, aux investissements directs étrangers, l'amélioration des conditions de vie générales, à savoir l'amélioration de la scolarisation, la hausse de l'espérance de vie, les services de première nécessité Balogoun (2016). Cette théorie ne fait pas totalement l'unanimité. Dans certaines situations, l'ouverture commerciale ne conduit pas forcément à la réduction de la pauvreté. Ils vont plus loin pour dire qu'elle a un impact négatif sur le taux de croissance économique à moyen terme travers la spécialisation des secteurs à faible technologies. En effet, les pays ou les infrastructures sont mal adaptées et incapables de faire face aux industries des pays développés, ne peuvent bénéficier de l'ouverture commerciale. Pour eux, exiger l'ouverture commerciale comme un instrument de réussite des économies contemporaines, et surtout dans les pays plus pauvres est une illusion (Pritchett, 1994; Rodriguez et Rodrik (1999); Rodrik (2001) et Stiglitz (2004).

Conscients des structures mal adaptées, pour bénéficier des fruits de l'ouverture commerciales dans la lutte contre la pauvreté, les pays en développement notamment ceux de l'UEMOA ont mis en place plusieurs politiques tendant à redynamiser leurs secteurs industriels à travers des réformes. Les résultats attendus de ces politiques, ont permis aux entreprises de l'union d'être compétitive. Cette compétitivité des entreprises communautaires et les autres secteurs d'activité ont soutenu la croissance économique et par conséquent la réduction de la pauvreté dans la zone UEMOA. Dans les faits, on constate que, sur la période de 1993 à 2021, le niveau

des exportations dans les pays membres s'est amélioré. Pour preuve, en 2017 les exportations de biens et services dans l'espace UEMOA ont augmenté de 5,7% par rapport à leur niveau de 2016. La Côte d'Ivoire (36,9%) et le Sénégal (21,6%) représentent environ 60% de ces exportations de l'union (UEMOA, 2015).

Au niveau de la situation de vie, les pays de l'Union sont parmi les pays à faible revenu ou à revenu moyen inférieur, dans lesquels près de la moitié de la population est pauvre, c'est-à-dire vit en dessous du seuil de pauvreté international, fixé à 1,25\$ par jour en 2008 (Banque mondiale, 2001). Le ratio de pauvreté¹ est passé de 10% en 1985 à plus de 32,6% en 2002. En 2015, l'incidence de la pauvreté était de 46,3%, la profondeur de la pauvreté de 16,3% et la sévérité de la pauvreté 8,0%. En observant l'évolution de ces variables, il est difficile de percevoir clairement la relation entre ouverture commerciale, et son effet réducteur sur la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. Partant de ces évolutions, dans quelle mesure l'ouverture commerciale contribue-t-elle à la réduction de la pauvreté dans cette zone ?

L'objectif général de cet article est d'analyser les effets de l'ouverture commerciale sur la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. Pour atteindre cet objectif, l'article est structuré comme suit. Après une revue de littérature succincte entre l'ouverture commerciale et la pauvreté, la présentation du cadre méthodologique permet d'aboutir à des résultats qui feront l'objet d'une interprétation. Enfin, une conclusion synthétise les résultats et les recommandations.

2. Revue de la littérature

Les doctrines du libre-échange se sont constituées à partir des théories de l'échange classique défendues par Adam Smith (1776) et David Ricardo (1817). Le but des théories classiques est de montrer que le libre-échange est un facteur de croissance pour les pays qui y participent. Cependant, la relation entre l'ouverture commerciale et la lutte contre la pauvreté a suscité des points de vue divergents dans la littérature économique tant théoriquement qu'empiriquement. En effet, deux théories indispensables font des prédictions contradictoires sur la relation entre l'ouverture commerciale et croissance économique par rebondissement la réduction de la pauvreté. Il s'agit notamment la thèse hétérodoxe qui soutient la pensée classique et celle de l'orthodoxe qui soutient que l'ouverture commerciale au contraire ne conduire pas nécessairement à la réduction de la pauvreté.

¹Le ratio de pauvreté est égal au nombre d'individus pauvres rapporté au nombre total d'individus et de la contribution à la pauvreté correspondant au pourcentage de pauvres pour une catégorie donnée d'individus par rapport au nombre total de pauvres ENV 2002.

2.1. Thèse hétérodoxe

Depuis longtemps, suite aux travaux des classiques, certains auteurs et institutions ont tenté d'estimer la relation entre commerce et pauvreté. Précisément, au cours des années 1990, la conviction selon laquelle l'ouverture est bénéfique à la croissance économique a été renforcée par plusieurs études internationales très visibles et largement promues. La majorité de ces études empiriques transnationales semblent soutenir l'idée selon laquelle l'ouverture des échanges conduit à une croissance plus rapide et la croissance économique entraîne une réduction de la pauvreté, comme l'illustrent les articles influents de Jeffrey Sachs et Andrew Warner (1995) et de David Dollar et Aart Kraay (2000 et 2001). Pour eux, le commerce international est extrêmement important pour la croissance et la réduction de la pauvreté dans les pays les moins avancés David Dollar (1992) McCulloch, Winters, Cicera, (2002). Il ressort de leurs travaux que le commerce contribue à la diminution de la pauvreté dans les pays en développement. Brasseul (1989) souligne que le commerce international est l'un des moteurs de croissance et d'échanges dont bénéficient les pays participants, quel que soit leur niveau de développement. Quant à Krugman (1991), il va plus loin en soutenant que le commerce conduit à une spécialisation internationale, dans laquelle chaque pays déplace sa main-d'œuvre d'industrie relativement improductive vers des industries relativement plus productives. Michalet (1985) va adjoindre que le libre-échange basé sur les avantages comparatifs conduit à une situation d'allocation optimale des facteurs et donc au maximum de bien-être. Quant à Charles Jones (2001, p. 337), il affirme que malgré l'incertitude quant à l'ampleur d'effet du commerce, notre meilleure estimation montre que les restrictions commerciales ont un impact négatif à long terme sur les revenus. Et Rodriguez et Rodrick d'admettent qu'il n'existe aucune preuve fiable que les restrictions commerciales sont systématiquement liées à une croissance plus élevée. Pour Wolfowitz, (2005), les obstacles commerciaux sont l'une des plus grosses entraves à la réduction de la pauvreté et à la création d'opportunités pour les pauvres.

Au niveau empirique, des études ont montré que l'ouverture commerciale est un facteur qui contribue essentiellement à la réduction de la pauvreté (Winters *et al.* 2004, Bannister G.J. et Thugge K. (2001), Wade R. H. (2004)). Ils montrent que la libéralisation est une voie vers l'amélioration des conditions de vie générales, comme l'amélioration de la scolarité, l'augmentation de l'espérance de vie, la fourniture de services de base ou d'eau potable.

Des travaux plus récents (Le Goff et Singh, 2012 ; Hérault, 2015 ; Eladel, 2014 ; Balogoun, 2016) concluent également que dans certains pays, la libéralisation des échanges profite aux

pauvres en réduisant les inégalités entre riches et pauvres. Certains travaux empiriques (David et al, 2002; Winters et al., 2004 ; Dhryfi, 2008 ; Annabi et al, 2008 ; Tene, 2019) soutiennent que la libéralisation du commerce réduit la pauvreté mais à long terme.

Dhryfi (2008) montre sur la base d'un modèle de régressions en panel sur un échantillon de pays de l'espace MENA pour des données sur l'intervalle 1993-2021, que l'ouverture commerciale est capable de réduire l'incidence de la pauvreté absolue au-delà de son impact à travers la croissance. En effet, selon lui, une augmentation de 1% du taux de commerce international réduirait le taux de pauvreté de 21%. Mais la réforme commerciale implique également d'importants ajustements, et il apparaît clairement que les pauvres pourraient être moins bien placés à court terme pour se protéger contre les effets négatifs et tirer parti des opportunités favorables. Annabi et al (2008), utilisent un modèle MEGC microsimulé dynamique pour évaluer les effets potentiels de la libéralisation du commerce sur la production, la pauvreté et les inégalités au Sénégal. Il ressort de leur étude que l'élimination complète des tarifs au Sénégal entraîne, à court terme, un léger accroissement de pauvreté et d'inégalités et des contractions dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie. À long terme, elle favorise l'accumulation du capital, en particulier dans le secteur des services et le secteur industriel, et elle se traduit par une diminution importante de la pauvreté. S'inscrivant dans la même veine, Tene (2019), à partir d'un modèle de macro-régression sur la base d'un modèle linéaire généralisé avec une distribution de Bernoulli et un lien logistique, analyse l'impact du commerce international sur la pauvreté multidimensionnelle au Cameroun. Il ressort de leur résultat que le commerce international réduit significativement la pauvreté multidimensionnelle au Cameroun. Cet impact est renforcé par les infrastructures.

L'espace UEMOA a fait l'objet d'une poignée d'études. Ce sont celles de Lemzoudi (2005), Annabi et al. (2006).

2.2. Thèse de l'orthodoxe

De nombreux économistes estiment que la mondialisation apparaît comme un système qui polarise le monde et, contrairement aux idées libérales, ne fait qu'accroître les inégalités entre les pays. Un certain nombre d'auteurs (Pritchett, 1996 ; Rodrik, 1995 ; Rodriguez et Rodrik, 1999) avancent des incertitudes quant à l'existence d'une relation positive entre l'ouverture commerciale et réduction de la pauvreté. Berg et Krueger (2003), soutiennent que l'ouverture commerciale n'a pas d'effets systématiques sur les pauvres au-delà de son effet sur la croissance globale. D'autres vont plus loin pour affirmer qu'elle aggrave la pauvreté et les

inégalités dans les zones urbaines et en fait diminuer dans les zones rurales (Bensidoun et Sztulman (2011 ;Castilho et al., 2012). Cet argument est défendu par Ravallion (2004) qui met en évidence à partir des événements de croissance pour 75 pays, une corrélation négative entre taux d'ouverture (exports+imports/PIB) et incidence de la pauvreté absolue au seuil de 1 USD PPA de 1993. Toujours dans la même période, la CNUCED (2004), basée sur une étude des tendances des exportations et de la pauvreté dans les pays les moins avancés dans les années 1990, montre que le commerce ne contribue généralement pas à la réduction de la pauvreté. Dans la même veine, Singh et Huang (2011) ont constaté que, dans un échantillon de pays d'Afrique subsaharienne, des niveaux plus élevés d'ouverture commerciale étaient associés à une plus grande augmentation de la pauvreté par habitant, à des écarts de pauvreté plus larges, à des revenus plus élevés pour le quintile supérieur et à une réduction de la pauvreté. Par ailleurs, dans d'autres pays, les résultats ont été plus défavorables, suggérant que la libéralisation contribuera à creuser l'écart entre les différentes classes sociales (C. Daymon, 2012).

La littérature ne permet pas d'aboutir à des résultats cohérents sur la relation entre ouverture commerciale et pauvreté, il est donc intéressant d'approfondir cette analyse en examinant les canaux de transmission. Selon Winters et coll. (2004), le principal canal de transmission le plus étudié est de nature macroéconomique. Donc, si nous acceptons cela, on peut déduire que l'ouverture favorise la croissance et devrait généralement avoir un impact bénéfique sur la pauvreté Balogoun (2016).

3. Spécification du modèle et technique d'estimation

Cette section présente d'abord le modèle économétrique et la technique d'estimation. Les résultats des estimations et leurs interprétations sont ensuite présentés.

3.1. Spécification du modèle

La littérature nous propose différents modèles pour l'étude de la relation entre l'ouverture commerciale et la pauvreté. Certains auteurs utilisent les données en coupe transversale avec effet de seuil, et d'autres, les données en panel dynamique (Méthode des Moments Généralisés (GMM), modèle VAR ou *Pool Mean Group* (PMG)). A l'aune de ces méthodes, le modèle économétrique estimé ici est une adaptation de l'équation de pauvreté de Balogun (2016) dans lequel l'indicateur de pauvreté est régressé sur l'ouverture commerciale et un ensemble de variables susceptibles d'expliquer la pauvreté à savoir l'espérance de vie à la naissance, le taux de prévalence du VIH et le taux net de scolarisation (Inscrip). Pour

expliquer cette relation, les méthodes économétriques à effets fixes et aléatoires sont appliquées entre plusieurs mesures du bien-être et de la pauvreté (variables dépendantes) et l'ouverture commerciale et le taux de croissance du PIB réel par habitant (deux variables explicatives d'intérêt). Le PIB réel par habitant (TPIB) permet de contrôler la pauvreté indépendamment du niveau des échanges commerciaux et de prendre en compte les effets de la croissance sur la pauvreté. La spécification du modèle à effet fixe se présente donc comme suit :

$$IP_{it} = \alpha_i + \alpha_1 OUV_{it} + \alpha_2 X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1) \text{ RL}$$

$$IP_{it} = \alpha_i + \alpha_1 OUV_{it} + \alpha_2 OUV_{it} TPIB_{it} + \alpha_3 X_{it} + \alpha_{it} \quad (2) \text{ RNL}$$

Ou **IP** la variable endogène représente l'indicateur de pauvreté, mesuré par l'espérance de vie à la naissance, le taux de prévalence du VIH, le taux de scolarisation au primaire, le taux de pauvreté à 1,90\$ / jour (PPA). La variable **OUV** représente le taux d'ouverture ; **TPIB**, le taux de croissance du PIB par tête; **X** un ensemble de variables de contrôles; α_i l'effet fixe individuel, ε la perturbation, i la dimension individuelle et t la dimension temporelle ; **OUVTPIB**, terme d'interaction entre l'ouverture commerciale et la croissance économique. Toutes ces variables sont en pourcentages. Une limite du modèle à effets fixes est qu'en présence d'effets individuels, il faut estimer un grand nombre de paramètres, réduisant ainsi les degrés de liberté statistiques. De plus, le modèle suppose que les effets individuels sont constants, même s'ils peuvent être aléatoires. Pour surmonter cette difficulté, il est souvent recommandé de compléter le modèle à effets fixes par un modèle à effets aléatoires.

La spécification du modèle à effets aléatoires est :

$$IP_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 OUV_{it} + \alpha_2 X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (3) \text{ RL}$$

$$IP_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 OUV_{it} + \alpha_2 OUV_{it} TPIB_{it} + \alpha_3 X_{it} + \alpha_{it} \quad (4) \text{ RNL}$$

$\varepsilon_{it} = \alpha_i + u_{it}$, ou α_i et u_{it} sont des perturbations aléatoires non corrélées et qui sont respectivement appelées effet individuel et effet résiduel. Il est important de souligner que α_i qui est aléatoire n'est nullement une constante propre à chaque individu, mais plutôt une perturbation qui lui est propre. Ensuite nous allons introduire dans les modèles économétriques utilisés, une variable d'interaction entre l'ouverture commerciale et la croissance économique. L'effet de seuil n'est observable que si les coefficients des variables d'ouverture commerciale, de croissance économique et d'interaction sont significatifs. La valeur du seuil est déterminée par la solution de l'équation de la dérivée partielle de la variable endogène par rapport à la variable de gouvernance. Soit,

$$\frac{\partial IP}{\partial OUV} = 0 \Rightarrow \alpha_1 + \alpha_2 TPIB_{it} = 0 \Rightarrow TPIB^* = -\alpha_1/\alpha_2 \quad (5)$$

Avec $TPIB^*$.

3.2. Définition des variables et sources de donnée

Cette sous-section décrit les variables utilisées pour l'examen économétrique de l'étude et par la suite la source et l'analyse exploratoire des données.

3.2.1. Description des variables

Selon Agénor (2003), l'incidence de la pauvreté est contrôlée par l'impact d'une série de variables telles que l'ouverture commerciale (ouv), le taux d'inflation (Inf), la durée moyenne d'éducation primaire (Inscrip) et espérance de vie (ESP_VIE). Ces variables sont couramment utilisées dans les travaux empiriques.

La variable exogène taux d'ouverture commerciale (ouv), est calculée par le rapport entre la somme des importations et des exportations de biens et services et le PIB. Elle permet de mesurer l'influence d'une politique d'intégration commerciale sur la pauvreté au-delà de ses effets à travers la croissance économique. Aussi, d'autres variables explicatives d'intérêt et des variables macroéconomiques qui permettent de contrôler l'équation de la régression sont utilisées. Ces variables permettent de calibrer l'effet d'une politique d'ouverture commerciale sur la pauvreté au-delà de ses conséquences à travers la croissance économique. Ceci nous permet de capter l'impact de l'investissement en capital humain sur la pauvreté. Dans le cadre de cet article les principales variables macroéconomiques maintenues afin de permettre une meilleure spécification du modèle et de contrôler l'équation de régression sont :

- Le taux de croissance économique (TPIB) qui apprécie la croissance de la production d'un pays d'une année à l'autre.
- Les dépenses gouvernementales (Gouv) mesurées à travers les dépenses de consommations finales des administrations publiques.
- Le crédit à l'économie (M2) qui est le rapport de la masse monétaire M2 au Produit Intérieur Brut.
- Les dépenses d'investissement en pourcentage du PIB (Invest) mesurées à travers la formation brute de capital fixe par rapport au PIB.
- L'inflation (Inflat) est un agrégat économique qui mesure la cherté de la vie.

L'inflation est un instrument d'aggravation de la pauvreté car elle a un impact négatif sur la valeur réelle du patrimoine et sur le pouvoir d'achat des revenus des agents économiques. Donc, son rôle dans le modèle est d'intercepter l'impact de la stabilisation macroéconomique

sur la pauvreté. Dans cet article, nous utilisons l'indice des prix à la consommation pour comprendre cet agrégat.

Pour ce qui est de la variable endogène, elle est composée deux catégories de variables qui composent notre base de données. Afin d'appréhender le niveau de pauvreté, nous utilisons un indicateur direct de pauvreté qui traduisent la profondeur, l'ampleur et la sévérité de la pauvreté. Cet indicateur de pauvreté est le ratio de pauvreté à 1,90\$ par jour (PPA) qui mesure la population des différents pays vivant en dessous du seuil de 1,90 \$ par jour. Ensuite, des indicateurs de capital humain qui permettent d'évaluer dans une certaine mesure le degré de vulnérabilité des ménages sont pris en compte. Ces variables permettent d'apprécier le niveau de :

- L'espérance de vie à la naissance (Esp_vie) qui mesure la durée de vie moyenne d'une population.
- Le taux de prévalence du VIH (VIH) pour appréhender le risque qu'une personne non-infectée contracte le virus.
- Le taux net de scolarisation (Inscrip) révélant le niveau de scolarisation des populations.

Nos variables sont choisies, suite à l'examen de la revue de littérature.

3.2.2. Source et analyse descriptive des données

Les données utilisées dans le cadre de notre étude, proviennent de la base de la Banque Mondiale, World Development Indicator (WDI) sur la période de 1993 à 2021. Elle concerne tous les huit (8) pays de l'UEMOA. Le choix de cette zone est motivé par la hausse de son taux de pauvreté. La base de données n'étant pas cylindré, il est donc capital de faire une analyse d descriptive.

Tableau 1 : présente la synthèse des résultats de l'analyse descriptive

VARIABLES	Moyenne	Ecart-type	Maximum	Minimum
OUV	0,556	0,182	0,799	0,307
ESP_VIE	55,856	3,831	59,590	49,475
VIH	1,914	1,606	5,100	0,400
INSCRIP	65,588	17,317	94,809	38,652
PAUVRETE_190	44,443	13,590	57,300	23,200
INFLAT	1,804	1,425	3,077	-1,006
INVEST	22,536	8,565	38,326	10,071
TPIB	0,959	3,473	6,132	-3,828
M2	29,195	6,257	36,092	19,496
GOUV	17,276	4,168	22,554	11,941

Source : l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale

L'analyse descriptive permet de décrire synthétiquement et explicitement les données observées afin de mieux les analyser. Ainsi, l'étude des variables porte sur leur moyenne, leur écart type ainsi que leurs niveaux maximum et minimum.

Le tableau N°1 est une synthèse des principales statistiques descriptives des variables de notre modèle. On constate que l'UEMOA est une économie peu ouverte sur l'extérieur. En moyenne le taux d'ouverture est de 0,56% pour un degré d'ouverture maximum de 0,80% et est observé en Côte d'Ivoire. En 2003, le Burkina Faso enregistre le plus faible taux d'ouverture 0,31% de l'ensemble des pays de l'étude. La durée de vie moyenne des populations de l'ensemble des pays de l'étude est de 55,86% tandis que les taux moyens de prévalence du VIH est de 1,92%. La Côte d'Ivoire en 2002 affiche la prévalence de VIH, le taux de mortalité le plus élevé 5,1% (2015). Le Burkina Faso détient non seulement le plus faible de taux de mortalité (9,11% en 2014) mais de scolarisation (38,65% en 2003). Dans l'ensemble, le taux net de scolarisation moyen est de 65,59% et le plus élevé s'observe au Bénin en 2011 est de 94,81%.

En ce qui concerne le pourcentage de la population qui vit sous le seuil de pauvreté à 1,90\$ par jour dans la zone UEMOA. Le niveau moyen est de 44,44% avec un écart type de 13,60% pour un maximum de 57,3% et un minimum de 23,20%.

Les pays affichant les taux d'inflation les plus élevés sont généralement ceux ayant connu des guerres, des crises économiques et monétaires et des crises institutionnelles. Les dépenses gouvernementales moyennes s'établissent à 17,28% du PIB des pays alors que la part des dépenses en investissements moyenne est de 22,54% avec un écart type de 8,57%. Sa valeur maximale est de 38,33% tandis que sa valeur minimale est de 10,07%. Ce qui montre que l'investissement intérieur demeure faible dans la zone UEMAO. Enfin, la croissance économique moyenne est de 0,96%. Ce taux de croissance cache des disparités et des écarts parfois grands entre les différents pays. On observe le taux de croissance le plus élevé (6,13%) au niveau de la Côte d'Ivoire en 2002 et celui le plus faible (3,83%) en Côte d'Ivoire 2015 et le rapport de la masse monétaire M2 par rapport au PIB est de 29,19%. La croissance du PIB demeure faible dans la zone UEMOA.

3.3. Résultat des tests économétriques

Quatre tests feront l'objet de l'étude dans cette section. Il s'agit des tests de racine unitaire, du test de Fisher, du test d'Hausman et celui de Breusch-Pagan.

3.3.1. Tests de racine unitaire en panel

Ce paragraphe permet de vérifier la stationnarité de nos séries car nous avons recours à une série macroéconomique qui est rarement stable.

Tableau 2: Tests de racine unitaire en panel

Variables	Test de LLC		Test IPS	
	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)
OUV	-2.29856 (0.0108 ^{**})	-9.62159 (0.0000 ^{***})	-3.28635 (0.0005 ^{***})	-12.3055 (0.0000 ^{***})
ESP_VIE	-0.05746 (0.4771)	-1.40478 (0.0800 [*])	2.98737 (0.9986)	-5.04163 (0.0000 ^{***})
VIH	-4.82017 (0.0000 ^{***})	-3.42323 (0.0003 ^{***})	-1.85268 (0.0320 ^{**})	-3.96861 (0.0000 ^{***})
INSCRIP	-0.98972 (0.1612)	-5.63379 (0.0000 ^{***})	0.72052 (0.7644)	-3.68476 (0.0001 ^{***})
INFLAT	-12.0088 (0.0000 [*])	-2.14928 (0.0158 ^{**})	-9.25646 (0.0000)	-12.8294 (0.0000 ^{***})
INVEST	-1.55303 (0.0602 ^{***})	-13.7179 (0.0000 ^{***})	-1.83969 (0.0329)	-13.2777 (0.0000 ^{***})
M2	4.10153 (1.0000)	-11.0017 (0.0000 ^{***})	4.89693 (1.0000)	-9.70701 (0.0000 ^{***})
GOUV	-1.69015 (0.0455 ^{**})	-8.72662 (0.0000 ^{***})	-2.97698 (0.0015)	-10.4622 (0.0000 ^{***})
TPIB	-9.49806 (0.0000 ^{***})	-17.2142 (0.0000 ^{***})	-11.1161 (0.0000)	-18.5403 (0.0000 ^{***})

Notes : IPS, LLC et MW désignent respectivement les tests de Im, Pesaran & Shin (2003), Levin, Lin & Chu (2002) et Maddala & Wu (1999) (Fisher-ADF). Les valeurs entre parenthèses sont les probabilités, * et ** signifient le rejet de l'hypothèse de racine unitaire au seuil de significativité respective de 10% et 5%. Le rejet de l'hypothèse nulle (p-value < 5%) indique l'absence de racine unitaire.

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale

Ces résultats suggèrent que toutes les variables du panel ne présentent pas de racine unitaire lorsqu'elles sont toutes considérées en différence première, elles sont donc non stationnaires.

3.3.2. Tests de Fisher, test de Breusch-Pagan et de Hausman

Les résultats de ces différents tests sont consignés dans le tableau N°3.

Tableau 3: Test de Fisher, de Breusch-Pagan et de Hausman

Variables	Test de Fisher	Test de Breusch-Pagan	Test de Hausman
Esp_vie	F(6, 185) = 37.61 Prob > F = 0.0000	chibar2(01) = 255.27 Prob > chibar2 = 0.0000	chi2(6) = 1.64 Prob > chi2 = 0.9499
VIH	F(6, 185) = 30.55 Prob > F = 0.0000	chibar2(01) = 0.00 Prob > chibar2 = 1.0000	chi2(6) = 101.93 Prob > chi2 = 0.0000
Inscrip	F(6, 114) = 49.52 Prob > F = 0.0000	chibar2(01) = 0.00 Prob > chibar2 = 1.0000	chi2(6) = 5.06 Prob > chi2 = 0.5359
Pauvrete_190	F(6, 22) = 3.49 Prob > F = 0.0142	chibar2(01) = 4.95 Prob > chibar2 = 0.0130	chi2(6) = 1.69 Prob > chi2 = 0.9456

Source : Calculs de l’auteur à partir des données de la banque mondiale

La statistique de Fisher, vient confirmer l’existence d’effets fixes individuels dans l’explication de l’espérance de vie à la naissance, du taux de prévalence du VIH, du taux d’inscription au primaire, du ratio de pauvreté à 1,90\$ par l’ensemble des variables explicatives. Selon le test de Breusch-Pagan, il y a présence d’effets fixes aléatoires dans l’explication de l’espérance de vie à la naissance, du ratio de pauvreté à 1,90\$; et absence d’effets fixes aléatoires dans l’explication du taux d’inscription au primaire, du taux de prévalence du VIH.

Le choix entre un modèle de données de panel à effets fixes et celui à effets aléatoires se fait fondamentalement sur la base des objectifs de l’étude et du critère de Hausman. Selon le critère de Hausman, si la p-valeur est supérieure à 5%, on ne rejette pas l’hypothèse nulle le modèle préféré est le modèle à effets aléatoires. Par contre si la P-valeur est inférieur à 5%, on rejette l’hypothèse nulle, et donc le modèle préféré est le modèle à effets fixes.

En se référant à ce critère, nous utiliserons donc les résultats du modèle de panel à effets aléatoires pour analyser et interpréter l’espérance de vie, du taux d’inscription au primaire, du ratio de pauvreté à 1,90\$. Pour l’analyse et l’interprétation du taux de prévalence du VIH, nous utiliserons les résultats de panel à effets fixes.

4. Présentation des résultats et discussion

Les résultats obtenus sont présentés dans le tableau N°4.

Les différentes variables qui mesurent notre variable endogène ont été successivement développées par l’ensemble des variables de notre modèle de base.

1. Tableau 4 : Tableau récapitulatif des modèles robustes

***	EA	EF	EA	EA
Variables	Esp_vie	VIH	Inscrip	Pauvreté_190
OUV	-0.1283897 (3.757296)	-0.3942246 (0.505918)	-13.47611 (18,72217)	-50.79707** (25.81115)
INFLAT	-0.0928979*** (0.018559)	-0.0149879*** (0.0048771)	-0.0666892 (0.1354467)	0.1683158 (0.1101801)
INVEST	0.1804392*** (0.0311834)	-0.0208887*** (0.0083078)	0.32473** (0.1521065)	0.0428762 (0.1872363)
TPIB	0.0390974 (0.041208)	0.0040361 (0.0108175)	-0.8271455** (0.3260048)	-0.0198626 (0.4248549)
M2	0.2399692*** (0.0242686)	-0.0226447*** (0.0064169)	1.656103*** (0.1408698)	-0.177365 (0.2309022)
GOUV	0.0457869 (0.0726756)	0.0262217 (0.0195683)	-2.576125*** (0.3354436)	0.3707884 (0.500107)
C	45.04166*** (1.724146)	2.827375*** (0.3659573)	59.74373*** (7.773334)	89.50095*** (11.41776)
Observation	192	192	121	29
R-squared	0.5082	0.0003	0.7227	0.4969

Notes: Les valeurs entre parenthèse désignent les écarts-types; ** significatif au seuil de 5 % ; *significatif au seuil de 10 % et *** significatif au seuil de 1 %

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale**4.1. Ouverture commerciale, espérance de vie à la naissance, taux de prévalence du VIH et le taux net de scolarisation**

Dans le tableau N°4, il ressort que l'ouverture commerciale a un impact significatif et négatif sur le nombre de population des différents pays vivant en dessous du seuil de 1,90 \$ par jour. En effet, une augmentation de 1% du taux d'ouverture commerciale entrainera une baisse 50,80% du nombre de ménage vivant en dessous du seuil de 1,90\$. Donc l'ouverture commerciale contribue à réduire la pauvreté dans la zone UEMOA. Ce résultat est conforme à celui de Dhrifi (2008) qui soutient que l'ouverture au commerce international est susceptible de réduire l'incidence de la pauvreté absolue au-delà de son effet à travers la croissance.

Quant à l'accroissement des investissements de même que la masse monétaire, ils influencent significativement et positivement l'espérance de vie à la naissance de la population qui est l'une des composantes de l'indice de pauvreté. L'investissement contribue à accroître l'offre en augmentant les capacités productives. L'investissement joue un rôle important dans la compétitivité des entreprises, dans la création d'emploi et surtout dans la croissance économique permettant ainsi d'améliorer le niveau et les conditions de vie des ménages singulièrement les plus pauvres.

En ce qui concerne la variable endogène, le taux d'inscription primaire une autre composante de la pauvreté, la masse monétaire a une influence positive sur cette variable contrairement au taux de croissance économique. Ce résultat va dans le même sens que celui de Beck et al. (2007) et Rajan et Luigi (2003). Par contre la masse monétaire a un effet négatif et significatif sur le taux de prévalence du VIH qui est un facteur explicatif de la pauvreté. Car une augmentation de 1% de variable masse monétaire va occasionner une réduction de 0.02 % du taux des personnes exposées à la maladie au seuil de 1%. En effet, selon les keynésiens, un accroissement de la masse monétaire permet de relancer l'économie en cas de croissance, ce qui permet d'améliorer l'offre sanitaire. Relativement à l'inflation, elle impact négativement et significativement l'espérance de vie à la naissance au seuil de 1%. Une hausse de 1% de celle-ci va engendrer une réduction de 0.09% de l'espérance de vie. Elle entraîne un effet négatif entravant l'amélioration du niveau de vie des ménages donc, réduit le pouvoir d'achat des pauvres. Par contre son signe négatif sur le taux de prévalence du VIH permet de réduire le nombre de personnes exposées à la maladie de 0.01% du taux de VIH. Cette situation peut s'expliquer qu'en période de forte possession d'encaisse monétaire les ménages ont la possibilité de se soigner. En d'autre terme une politique monétaire expansive est un indicateur de réduction de VIH. En effet, lorsque le taux d'inflation augmente, plusieurs personnes se retrouvent derrière le seuil de pauvreté ce qui rend ainsi l'accès difficile aux soins de santé. Ce résultat est conforme au résultat de Ben Naceur et Zhang (2016).

L'impact des dépenses gouvernementales et la croissance économique est négatif et significatif sur le taux d'inscription primaire. La valeur négative du taux de croissance indique que le niveau de développement économique des pays de la région UEMOA ne s'est pas traduit par l'efficacité de l'allocation des ressources. La hausse des dépenses publiques entraîne une hausse des impôts et une monétisation des déficits budgétaires, ce qui se traduit par une baisse des revenus des ménages dégradant ainsi leur niveau de vie, en particulier ceux des ménages les plus pauvres. Cette situation entraîne une diminution de leur pouvoir

d'achat, ce qui entraîne une augmentation du nombre de personnes pauvres. De plus, cette situation entraîne une diminution du nombre d'enfants scolarisés.

4.2 Ouverture commerciale et le ratio de pauvreté à 1,90\$ par jour (PPA)

Le coefficient d'indicateur de l'ouverture a le signe négatif attendu et est significatif. Il représente l'impact direct du commerce sur la pauvreté permettant ainsi l'amélioration des revenus des pauvres. En effet, l'augmentation du taux d'ouverture de l'économie entraîne des réductions de l'effectif de la population vivant avec moins de 1,90\$. Les politiques de libéralisation des échanges encouragent les exportations qui profitent aux industries exportatrices et contribuent à la croissance du PIB à travers trois sous-canaux qui les exportations, les importations et les entrées de capitaux. Ces différents canaux permettent de réduire la pauvreté. Ce qui conforte l'hypothèse selon laquelle le commerce international peut réduire la pauvreté. Car chaque point de pourcentage d'augmentation du niveau des échanges diminuerait le taux de pauvreté de 50.80 point de pourcentage. On peut donc conclure que l'ouverture commerciale contribue à réduire la proportion de la population pauvre dans l'UEMOA. Ce résultat est conforme à celui de Winters, McCulloch et McKay (2004) qui confirment que la libéralisation commerciale tend à réduire la pauvreté.

5. Conclusion

L'objectif de cet article est d'analyser les effets de l'ouverture commerciale sur la pauvreté dans les pays de la zone UEMOA. Pour ce faire, nous avons utilisé des données de panel pour un échantillon des huit pays de l'espace UEMOA sur la période 1993 à 2021. L'estimation de divers modèles à savoir modèle homogène (pooled regression) analysant des données de panel à effets fixes et aléatoires pour expliquer la relation entre différents indicateurs de bien-être et de pauvreté (variables dépendantes) et d'ouverture commerciale (variable exogène d'intérêt). Nous testons ensuite la présence de canaux de croissance par lesquels l'ouverture commerciale impacte la croissance, la pauvreté et le bien-être à l'aide d'un modèle quadratique incluant des variables calculées à partir de l'interaction entre l'ouverture commerciale et la croissance.

Il ressort de nos résultats une tendance générale selon laquelle l'ouverture commerciale réduit la pauvreté, au moins au-delà de son impact indirect à travers la croissance économique, c'est-à-dire en réduisant le nombre de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour. Cependant, la libéralisation des échanges ne doit pas être considérée de

manière isolée ; il est nécessaire de mettre en œuvre des mesures de soutien pour accroître son impact bénéfique sur la pauvreté.

Les recommandations de politique économique de cet article sont que les États membres de l'UEMOA devraient augmenter leurs efforts pour accroître les investissements publics. Ces projets visent en particulier à construire des infrastructures socio-économiques de base pour encourager l'accès à l'éducation, à l'électricité, à la santé, à l'eau potable et à l'assainissement afin de réduire davantage les taux de pauvreté. Dans le cadre de cet article, nous examinons un groupe de pays, ce qui peut biaiser les conclusions que nous tirons au niveau de la considération de chaque pays pris individuellement. Il serait alors intéressant de mener cette étude pays par pays. Des travaux scientifiques allant dans le même sens peuvent utiliser d'autres variables explicatives tels que l'IDH, le ratio de pauvreté à 3,20\$ etc.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Adam S., (1776). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*”, Paris, PUF, coll. Pratiques théoriques.
- [2] Agénor P., 2003. *Does Globalization Hurts the Poor?*” The World Bank. Forthcoming.
- [3] Aghion P. *et al.* (2006). *The Unequal Effects of Liberalization: Evidence from Dismantling the License Raj in India*”, *CEPR Discussion Paper No. 5492*, Centre for Economic Policy Research, Londres, février.
- [4] Annabi N., Cissé., Cockburn J. et Decaluwe B., (2008). *Libéralisation Commerciale, croissance et Pauvreté au Sénégal : Une analyse à l'aide d'un MEGC micro simulé dynamique*. Mai 2006, Université Laval, Québec, CANADA.
- [5] Balogoun I. (2016). *Un réexamen de la relation entre l'ouverture commerciale et la pauvreté dans les pays en développement*. , Ecole Nationale d'Economie Appliquée et de Management (ENEAM) Université d'Abomey-Calavi.
- [6] Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2007). *Finance, inequality and the poor*. *Journal of Economic Growth*, 12(1), 27-49.
- [7] Brasseur, J. (1989). *Introduction à l'économie du développement*. Co II. «cursus». Paris: A. Colin, 191.p
- [8] Berg, A. et A. Krueger (2003). *Trade, Growth, and Poverty: A Selective Survey*”, *IMF Working Paper*, FMI, Washington, DC.

- [9] Ben Naceur, S., & Zhang, R. (2016). *Financial development, inequality and poverty: Some international evidence*, International Monetary fund.
- [10] Bensidoun I, Jean S., Sztulman A. (2011). International Trade and Income Distribution: Reconsidering the Evidence”. *Review of world Economics, 2011 - Springer*.
- [11] Bouabré, Bohoun, et Oussou Kouassi. (1997). Ouverture sur l'extérieur et performances macro-économiques en Côte d'Ivoire». In *Le modèle ivoirien en questions : Crises. ajustements. recompositions*, sous la dir. Co ntamin, Bernard et Harris Memel Fotê. p. 13-20. Paris: Éditions Kalihala et Orstom, 802 p.
- [12] Bourguignon F. (2002). The growth elasticity of poverty reduction: explaining heterogeneity across countries and time periods », Working paper N°2002-03, Paris, DELTA.
- [13] Brasseul, Jacques. (1989) *Introduction à l'économie du développement*. Co ll. «cursus». Paris: A. Colin, 191.p
- [14] Breusch T. S, G E Mizon and .Schmidt, P. (1989). Efficient Estimation Using "Panel Data», *Econometrica*, 57.
- [15] Bannister G.J. et Thugge K. (2001). International Trade and Poverty Alleviation", Working Paper N°WP/01/54, Washington, D.C., Fond Monétaire International, Mai.
- [16] Castilho, A. L., M. R. Wolf, S.M. Simoes, G.L. Bochini, V. Fransozo and R.C.D. Costa (2012). Growth and reproductive dynamics of the South American red shrimp, *pleoticusmuelleri*(Crustacea: Solenoceridae), from the southeastern coast of Brazil *Journal of Marine Systems* 105: 135-144;
- [17] CNUCED, (2004). Les Pays les Moins Avancés”, Rapport, Aperçu Général par le secrétaire de *la CNUCED*.CNUCED, 2004. “The least Developed country.
- [18] Dollar D. et Kraay A. (2000). Growth is good for the poor”, *Journal of Economic Growth*, Vol.7 (3), p. 195-225, September.
- [19] Daymon C., (2012) *.Ouverture commerciale, Inégalités de Revenu et Répartition Salariale dans les pays du sud et de l'Est de la Méditerranée*. *Journal Région et Développement* N° 35 – 2012.

- [20] Dhriefi, A (2008). Le commerce International et la réduction de la Pauvreté : cas des pays Maghrébins”, quatrième colloque Internationale, « les objectifs du Millénaire pour le Développement » (OMD), Progrès et Perspectives : Le Hammamet, 19-20 juin 2008.
- [21] Eladel T., (2014) .*Ouverture commerciale, croissance et pauvreté*”, Editions ; Universitaires Européennes, EUE, 07 juillet 2014, 92 pages. Enquête régionale intégrée sur l’emploi et le secteur informel (ERI-ESI, 2017-2018). Rapport desynthèse régionale dans les Etats membres de l’UEMOA, 2017-2018. AFRISTAT & Commission de l’UEMOA, Juillet 2019
- [22] Frankel J, Rose AK (1998). Endogeneity of the optimum currency criteria. *Economic Journal* 108:1009–1025.
- [23] FMI (2002). Améliorer l'accès au marché: pour une plus grande cohérence entre l'aide et le commerce, Document interne du FMI. Accessible à l’adresse <http://www.imf.org/external/np/exr/ib/2002/032102.htm> FMI (1997), *World Economic Outlook*, Washington, D. C., FMI.
- [24] Friedman (1962). *Capitalisme et liberté*
- [25] Gilbert N., (2007). *Politique d’ouverture commerciale et développement économique*. Thèse de Doctorat en Sciences Economiques, domain_other. Université d’Auvergne - Clermont-Ferrand I, 2007. Français. fftel-00173168ff
- [26] Grossman, G. M., and E. Helpman, (1991). *Innovation and growth in the global economy*”, Cambridge, MA.: MIT Press.
- [27] Gbetnkom, D. et D., Avom (2005). Intégration par le marché : le cas de l’UEMOA », Régions et Développement, Vol. 22, pp. 85–103.
- [28] Goff, M. L. et R. J. Singh. (2016). Does trade reduce poverty ?: a view from Africa". <http://documents.worldbank.org/curated/en/22125146799976085/Does-trade-reducepoverty-a-view-from-Africa>.
- [29] Hausman, Daniel M. (1989). La méthodologie économique en bref». *Journal des perspectives économiques*, 3 (2) : 115-127 .DOI : 10.1257/jep.3.2.115.
- [30] Hérault, N., (2003). Mondialisation et pauvreté : les faiblesses des modèles d’équilibre général calculables, Centre d’Économie du Développement (IFReDE-GRES), Université Montesquieu Bordeaux IV, Document de travail n°87.
- [31] Krugman P (1991). *Geography and trade*. MIT Press, Cambridge OCEDE., 2009, “Vaincre la pauvreté grâce au commerce: quel rôle pour l’aide à l’appui des échanges.

- [32] McCulloch, Neil. Winters, Alan. Cicera, Xavier. (2002). Trade liberalization and poverty A handbook. p. 13-87
- [33] Michalet, C. (1985) . Le village planétaire». In Une économie mondiale. Paris : Hachette.
- [34] Pritchett, L. (1996). Measuring Outward Orientation in LDCs Can IT Be Done? », Journal of Development Economics, Vol 49, Issue 2, p 407 -437.
- [35] Rajan, R. G. et Luigi, Z. (2003). The Great Reversals: The Politics of Financial Development in the 20th Century », Journal of Financial Economics, 69(1), pp. 5–50.
- [36] Ravallion M., (2004). *Looking Beyond Averages in the Trade and Poverty Debate*” Working Paper N°3461, Washington, D.C, B.M, November.
- [37] Rapport sur la pauvreté dans l’Union 2010-2015, DPE/Commission de l’UEMOA, Mai 2018.
- [38] Ricardo D., (1817). On the Principles of Political Economy and Taxation”, London, Préface.
- [39] Rodrik D., (1995). Trade policy and industrial policy reform in Behrman & Srinivasan (eds), Handbook of Development Economics, vol 3 B, Amsterdam : North Holland.
- [40] Rodrik D. (2001). Comments on Trade, Growth and Poverty by D. Dollar et A. Kraay. Mimeo, Cambridge MA, Harvard University, October.
- [41] Rodriguez F. et Rodrik D. , (1999). Trade policy and economic growth : a skeptic’s guide to the crossnational evidence, Cambridge, NBER Working Paper 7081, April.
- [42] Rostow, W. W. (1988). Les étapes de la croissance économique». In Les pionniers du développement, sous la dir. de Meier, Gerald, M., et DudleySeers, p 247-285. Paris: Economica.
- [43] Samuel, T. K., (2015) .Premier rapport sur la situation de pauvreté au sein de l’UEMOA 2000-2010”
- [44] Singer, H., (2011). The Distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries », American Economic Review (Papers and Proceedings), vol. 40, 1950, 473-85.
- [45] Singh, R. et Y. Huang. (2011). Financial Deepening, Property Rights, and Poverty: Evidence from Sub-Saharan Africa”, IMF Working Paper, WP/11/196 (Washington: International Monetary Fund).

- [46] Stiglitz J. et Charlton A. (2005). Fair Trade for All; How Trade Can Promote Development", New York: Oxford University Press.
- [47] Tene, M. M. (2019) . Analyse des effets du commerce international sur la pauvreté multidimensionnelle au Cameroun », dans Enjeux et perspectives économiques en Afrique francophone (Dakar, 4 – 6 février 2019). Montréal : Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal, 791-814 pages.
- [48] Turner L., N. Nguyen et K. Bird., (2008). An overview of ex ante tools for assessing the impact of trade liberalisation on the poor, rapport établi pour le BMZ et la GTZ, Overseas Development Institute, Londres.
- [49] Thurlow J. et Wobst P., (2006) .Not all Growth is equally good for the poor: the case of Zambia". *Journal of African Economic, CSAE*.
- [50] Viner J (1950). The customs union issue. Carnegie Endowment for International Peace, New York
- [51] Wade R. H. (2004). Is Globalization Reducing Poverty and Inequality? » *World Development*, Vol. 32 N°4, p. 567-589, April.
- [52] Warner, Andrew. (1994) .A Traded/Non-Traded Goods Approach to Exchange Rate Misalignment." Unpublished paper. Harvard University, Harvard Institute for International Development (July).
- [53]
- [54] Williamson J. (1990). What Washington Means by Policy Reform » in J. Williamson (ed.), *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?*, Washington D.C., Institute for International Economics.
- [55] Winters, L. A. (2002). Trade liberalization and poverty: what are the Links? *The World Economy* 25 (9), 1339-1367.
- [56] Winters, L.A. N McCulloch, A McKay (2004). Trade liberalization and poverty: the evidence so far. *Journal of economic literature* 42 (1), 72-115
- [57] Winters L .A. McCulloch. et McKay A. (2004). Trade liberalisation and poverty: The Evidence So Far" *Journal of Economic Literature* , Vol. XLII, pp. 72-115, March.
- [58] Wolfowitz, Paul. (2005). Assemblées annuelles: Allocution d'ouverture. En ligne. Consulté en août 2006. <http://web.worldbank.org>.